

Le livret A, indissociable du service public postal

Comme chaque année, le petit jeu de massacre du Livret A revient en plein été. Comme d'habitude à la manœuvre, le gouverneur de la Banque de France, digne représentant du lobby bancaire, et le ministère de l'Économie que l'on peut qualifier de « partenaire » de ce même lobby avec le tapis rouge qu'il lui déroule depuis la loi bancaire de 2013. Cette année les autorités viennent d'abaisser le taux à 0,75 %

L'épargne populaire est dans le collimateur des banques depuis de nombreuses années, elles ont remporté une vraie victoire quand la Banque Postale a été créée, « une banque comme les autres », donc pas plus fondée qu'une autre à garder le monopole de la distribution du livret A.

Résultat des courses, depuis 2009 plus de 110 milliards d'encours restent dans leur bilan au titre du Livret A et du livret Développement Durable, sans contrepartie ni justification particulière. De l'argent, il y en a, quand on parle de transition énergétique et de son financement, il faut juste avoir le courage de demander des comptes aux banques, de réorienter ces fonds des paradis fiscaux et autres titres spéculatifs qu'ils garnissent vers des projets d'intérêt général et écologique.

En tout l'épargne populaire (Livret A, LDD, LEP, Livrets jeunes, etc.) représente plus de 600 milliards d'€ d'encours, de quoi faire saliver le lobby bancaire et autres cercles d'épargnes pressés d'orienter les économies de la population vers des produits dérivés et spéculatifs.

Pour La Poste et surtout pour les quelques 10 millions d'usagers qui ont en moyenne 150 euros sur leur compte, le Livret est une véritable bouée de sauvetage, un succédané au droit au compte qui permet de payer de se faire virer son salaire, ses allocations, d'émettre des virements et des chèques gratuits de retirer des espèces dans le réseau de La Poste.

Cette mission dont les banques se désintéressent sans mettre la main au porte-monnaie est financée par des fonds du Livret A, en constante baisse (270 millions d'€ en 2010 et 242 millions en 2014). Une baisse déplorable et irresponsable alors que les demandes de droit au compte sont en constante augmentation, doublant quasiment de puis 2011 pour atteindre 60 370 désignations (la plupart vers La Poste) de la part de la Banque de France, un chiffre que son gouverneur ne peut ignorer.

Pour SUD PTT, la baisse constante du taux du Livret A est un coup direct porté au service public bancaire. Outre son usage considérable dans le financement du logement social et des infrastructures publiques, la solution du Livret A pour l'inclusion bancaire n'a pas son pareil tant que le « pas touche aux banques » restera de rigueur au gouvernement.

La Fédération SUD PTT inscrit pleinement le sujet du Livret A dans le service public postal et rappelle son exigence de voir s'ouvrir un large débat sur le service public postal, son avenir et la manière dont il peut au mieux servir l'intérêt général.

Paris le 20 juillet 2015